

## Comptes rendus bibliographiques

David BENSOUSSAN, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres*. Paris, Fayard, 2006, 658 p.

La Bretagne est-elle une terre de droite au début du XX<sup>e</sup> siècle ? David Bensoussan, aujourd'hui professeur de chaire supérieure au lycée Chateaubriand de Rennes, a consacré sa thèse à cette question un peu provocatrice et y répond brillamment dans les quelques 650 pages de sa version éditée par Fayard. La réponse est mathématiquement simple : la droite est toujours minoritaire jusqu'en 1936, mais il existe des bastions géographiques où elle est majoritaire et, surtout, il faut reconnaître qu'il existe plusieurs droites, d'où la pertinence du sous-titre du livre.

L'ouvrage se présente en trois parties clairement définies. Les cinq premiers chapitres traitent des années 20 : le temps des affrontements (comprenons : les affrontements droite-gauche, mais aussi ceux entre les droites monarchistes et les droites républicaines). Dans la deuxième partie l'auteur analyse les identités, les cultures politiques et les réseaux d'influence des droites bretonnes. Enfin, les six derniers chapitres nous ramènent à la chronologie : «Les Années 30 : le temps des recompositions». Suivent 70 pages de notes, puis les sources, la bibliographie, un précieux index de dix pages et les tables des matières et des figures.

L'auteur a dépouillé une masse respectable de publications de l'époque et de cartons d'archives, comme il se doit, mais il a aussi utilisé les archives diocésaines de Paris et de Rennes (registres du conseil archiépiscopal) et, sources de première main, il a eu accès aux papiers de plusieurs protagonistes importants de la période, par exemple le fonds Dorères (Archives municipales de Rennes), le fonds du comité de la Droite (Archives départementales de Loire-Atlantique) ou encore à des fonds privés : de Guébriant, de La Ferronnays, Paul Simon, etc., ce qui lui permet d'apporter du nouveau dans l'histoire des droites bretonnes, le syndicalisme agricole, le rôle de l'*Ouest-Éclair*, le mouvement royaliste...

Souvent caricaturée comme une région soumise à ses nobles et à ses prêtres, terre de chouannerie et de superstitions, théâtre de violents affrontements lors du vote de la loi de Séparation de 1905, la Bretagne apparaît

cependant comme très hétérogène dans ses comportements électoraux. Quatre bastions se distinguent. Le Léon, très isolé, le bloc central conservateur (à cheval sur l'ouest du Morbihan, le nord-ouest de la Loire-Atlantique, le sud-ouest de l'Ille-et-Vilaine), les marges angevines et vendéennes (Ancenis-Pays de Retz) et les marges orientales de l'Ille-et-Vilaine. Dans cette géographie des droites, le Finistère et les Côtes-d'Armor sont bien plus réfractaires que le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine, et la Loire-Atlantique semble le département le plus conservateur.

Divisée géographiquement, la Bretagne de droite peut-elle se retrouver dans un combat commun pour la religion et la terre ? Hypothèse de départ : dans les cantons conservateurs de Bretagne, le combat politique unit tous les catholiques derrière l'aristocratie foncière et le clergé local contre la république athée et laïque, pour une monarchie qui rétablira l'Ancien Régime, les provinces, la liberté religieuse et les corporations que la Révolution de 1789 avait supprimés.

Dans les années 20, une fois passée l'Union sacrée de 1914-1918, après le triomphe du Bloc national, les tensions et les divisions réapparaissent. Des catholiques bretons font le choix de la République et certains même au nom de leurs convictions religieuses (les démocrates-chrétiens) ; des cultivateurs veulent s'émanciper de leurs « châtelains » ; les royalistes doivent rompre avec l'*Action française*, condamnée par le pape ; des Bretons mettent désormais en avant leur identité bretonne ; le journal *Ouest-Éclair* ferraille haut et fort contre les monarchistes... Bref, à part un réveil momentané à la suite de la victoire du Cartel des gauches et de ses premières mesures politiques en 1924, qui ressoudent un instant les droites, l'affrontement domine entre conservateurs et républicains. Le clergé doit se démarquer de l'aristocratie foncière, à laquelle elle doit souvent le soutien à ses œuvres et notamment, aux écoles catholiques. Ayant été contraint de rompre avec les royalistes, l'épiscopat, qui n'a pu créer les conditions d'une Union des catholiques au nom du catholicisme, doit se résigner à la neutralité politique, à la non-intervention dans le débat électoral.

Les années trente vont être marquées par une nouvelle évolution des droites : leur fragmentation en plusieurs mouvements ou partis politiques. Le bloc agraire breton – les grands propriétaires fonciers si puissants dans les quatre bastions de la droite – se voit contesté par la paysannerie. Après l'échec du mouvement des « cultivateurs-cultivants » dans les années 20, battus aux élections professionnelles de 1927 par les syndicats agrariens, ce sont les « assurances sociales » qui vont déclencher les hostilités où les Dorgéristes et les Comités de défense paysanne jouent le premier rôle, malgré l'hostilité des démocrates-chrétiens (P.D.P.) et de la J.A.C. (Jeunesse Agricole Chrétienne).

Divisés face aux mouvements paysans, les catholiques bretons le sont aussi face à une autre spécificité des droites des années 30 : les ligues. Les Croix-de-Feu en sont l'émanation principale et, après la dissolution des ligues par le Front populaire qui n'a que 14 députés sur 44 en Bretagne, le P.S.F. leur succède sans cependant rallier les démocrates ou les républicains modérés.

Ainsi, les droites bretonnes sont divisées, et ni les royalistes, ni l'Église ne peuvent leur donner un drapeau commun. Dans les années 1930, la Bretagne catholique et rurale cesse d'être une référence obligatoire malgré le poids de l'école privée, du clergé ou des notables et grands propriétaires.

L'ouvrage de David Bensoussan offre une riche synthèse sur les droites bretonnes et éclaire d'un jour nouveau les affrontements internes et les luttes régionales pour le pouvoir. On peut peut-être relever une attention moindre aux mouvements régionalistes, aux sociétés culturelles ou religieuses (Union Régionaliste Bretonne, Bleun-Brug), voire aux groupuscules autonomistes et nationalistes (P.A.B., P.N.B.), mais il est vrai que ces thèmes ont été l'objet de plusieurs travaux antérieurs.

La prochaine fois que vous irez chez votre libraire, n'hésitez pas et achetez le livre de David Bensoussan : c'est un ouvrage indispensable – et réussi – sur l'histoire politique de la Bretagne, et au-delà, sur l'histoire des droites.

Bertrand FRÉLAUT

Bruno RESTIF, *La Révolution des paroisses. Culture paroissiale et Réforme catholique en Haute-Bretagne aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*. Rennes, Presses universitaires de Rennes et Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 2006, 415 p.

L'ouvrage est la version allégée d'une thèse de doctorat soutenue le 4 décembre 2004 à l'université Rennes 2 / Haute-Bretagne et constitue une nouvelle manifestation de la vitalité de la recherche qui s'y fait en histoire religieuse, notamment à l'époque moderne, ce travail s'inscrivant dans la lignée des travaux d'Alain Croix, qui l'a dirigé.

Le sous-titre du livre explicite bien le projet de l'auteur : étudier la réforme catholique « au ras du sol », à travers son application dans les paroisses de Haute-Bretagne, du milieu du XV<sup>e</sup> siècle au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le choix du terrain se justifie par l'importance de la paroisse en Bretagne, cadre communautaire de base d'un pays d'habitat dispersé, où la messe dominicale rassemble la population. La Haute-Bretagne quant à elle a été